

§ 4. — PROJET D'OPÉRATIONS DE L'ARMÉE PRUSSIENNE
EN 1870.

Grâce aux triomphes des Allemands, le plan de campagne ou projet d'opérations du maréchal de Moltke est devenu légendaire. Il mérite donc d'attirer d'abord l'attention.

Comme on l'a déjà vu, l'idée de l'invasion de la France persistait en Allemagne depuis 1815. C'était l'espérance secrète de tous les bons patriotes ; c'est encore aujourd'hui le désir plus ou moins avoué de bon nombre d'officiers. La quantité de travaux publiés à ce sujet, de 1815 à 1870, est considérable, et les combinaisons qu'ils proposent ont dû vraisemblablement être utilisées par le maréchal de Moltke, en 1870.

Quelques citations permettront d'en juger.

Mettant à profit les enseignements de 1814 et 1815, le général Clausewitz avait jadis posé en principe que l'invasion de France devait être entreprise avec une masse de 7 à 800,000 hommes, fournis par l'Allemagne, l'Autriche, l'Italie et l'Angleterre coalisées. Il faisait marcher sur Paris, par l'est et le nord-est, deux grandes armées de 300,000 hommes chacune et indiquait la vallée de la Loire comme la plus propre à décider, dans une suprême bataille, du sort de notre patrie.

L'idée de faire coïncider la marche sur Paris avec l'occupation de la Loire à Orléans surgit pour la première fois en décembre 1813, dans un conseil de guerre tenu à Francfort par les principaux généraux de la coalition. Elle apparaît alors combinée avec un plan de concentration dans la Haute-Marne, aux environs de Langres.

Plus tard, en 1860, on retrouve dans les projets du général bavarois Hartmann, une ligne d'invasion dirigée du Rhin sur Nancy, par la Sarre, et l'idée de masquer Strasbourg, Bitche, Metz, Thionville, en prenant toujours

Paris pour objectif (1). Le plan d'invasion de cet officier général préconisait la formation de deux grandes colonnes destinées à opérer leur jonction vers Nancy. Elles pénétraient dans la vallée du Rhin : l'une avec les places de Germersheim et de Landau pour bases, l'autre avec Sarrelouis pour point d'appui.

La même année, dans une étude des lignes d'invasion de la France, le lieutenant-colonel Meyer, de l'état-major prussien, recommandait les directions de Sarrebrück à Verdun par Saint-Avold, en tournant Metz, et de Sarreguemines à Frouard et Pont-à-Mousson.

Dans ce nouveau projet, l'investissement de Strasbourg était regardé comme une obligation du début des hostilités et les villes de Neufchâteau, Vaucouleurs, Pagny et Saint-Mihiel étaient désignées comme les rendez-vous naturels, sur la Meuse, des colonnes de l'armée allemande.

La question du grand-duché de Luxembourg et l'imminence d'une guerre avec la Prusse donnèrent naissance à de nouveaux plans d'invasion.

L'un d'eux proposait une irruption en masse sur le centre de la Lorraine, par les routes comprises entre les Vosges et la Moselle, puis l'envahissement de la contrée entre Meuse et Moselle, et, suivant les circonstances, une marche sur Paris, ou, avec le concours de l'Allemagne du Sud, une conquête de la Lorraine et de l'Alsace. Considérées en dehors des moyens d'exécution, la plupart de ces combinaisons se résumaient en une seule : *accabler la France sous un violent effort, aidé d'une grande supériorité numérique*. Au point de vue du but à atteindre, elles n'avaient également qu'un objectif : *la conquête de nouveaux territoires*.

(1) Le général Hartmann avait eu communication d'un rapport de l'inspecteur général du génie Prévost de Vernois et l'avait cité en entier.

Ces projets menaçaient notre pays depuis le commencement du siècle. Malheureusement ils n'avaient pas été assez souvent l'objet de nos méditations.

En Allemagne, au contraire, lorsque l'état-major prussien eut à préparer un plan de campagne, la question était déjà mûre. Il ne restait qu'à mettre les études du passé d'accord avec celles du présent. Celles-ci se poursuivaient avec activité. Déjà, en 1868, des réunions avaient eu lieu, à Berlin, entre les chefs de l'état-major prussien et les représentants des contingents du Sud; on avait discuté les combinaisons auxquelles donnerait lieu une prochaine guerre avec la France et résumé les opérations les plus propres à garantir la sécurité de l'Allemagne méridionale.

Une première idée de concentration sur le Rhin moyen avait été admise.

L'hiver suivant (1868-1869), le plan d'ensemble fut arrêté et les travaux qui en étaient la conséquence furent immédiatement entrepris au grand état-major prussien, sous la direction du maréchal de Moltke. Ils furent conduits avec activité et promptement terminés. Bientôt il n'y eut plus qu'à obtenir l'approbation du roi, à inscrire le premier jour de la mobilisation sur les tableaux de marche et à prescrire les mouvements.

Ce projet, établi en 1868, à la suite des chances de guerre que l'Allemagne avait fait naître l'année précédente au sujet du Luxembourg, avait été élaboré de la manière suivante :

1° Il étudiait d'abord les forces respectives de la France et de l'Allemagne.

C'est un fait à noter que, toujours et partout, la grande préoccupation des états-majors allemands a été d'avoir la supériorité numérique.

Sous une forme plus ou moins nette, ils avouaient que

cette supériorité leur était acquise. Ce point était établi avec une précision qui dénotait une connaissance approfondie de nos ressources;

2° On examinait ensuite les combinaisons qui devaient augmenter cette supériorité. Dans le nombre, il fallait compter celles qui diviseraient les forces françaises, par exemple une tentative isolée de notre part sur les États du Sud.

Ceci explique la pensée constante qui anima tous les officiers allemands à partir du 6 août 1870, de maintenir à tout prix la séparation entre nos deux groupes de Metz et de Châlons.

3° Après l'étude de nos forces, venait celle des opérations que nous pouvions tenter.

La première, la plus intéressante pour les Allemands, celle que les Prussiens redoutaient le plus, parce qu'elle pouvait les affaiblir de suite d'environ trois corps d'armée, était une marche contre les États du Sud. Pour l'empêcher, on proposait une combinaison qui fut adoptée en 1870 : la réunion de toutes les forces du Nord et du Sud, sur le Rhin moyen. On menaçait ainsi le flanc gauche d'une armée française pénétrant en Allemagne et on la forçait à s'arrêter.

Cette proposition était acceptée, dès 1868, par les représentants des États du Sud.

La seconde éventualité était la violation du territoire neutre de la Belgique par notre armée. On y répondait par une concentration sur la basse Moselle et une menace directe sur notre flanc droit.

Quant à une marche de notre armée contre l'Allemagne, par la Suisse, on la regardait comme trop désavantageuse pour mériter un examen.

La conclusion de cette étude était : *D'abord la probabi-*

lité d'une concentration de nos forces sur la ligne Metz-Strasbourg; ensuite, d'une marche de notre armée sur la ligne du Mein, afin de tourner les places fortes du Rhin et de séparer les États du Sud de ceux du Nord (V. planche XVII).

Après avoir ainsi apprécié nos forces et nos intentions, le projet prussien cherchait le moyen de s'y opposer. Il examinait à ce point de vue les conséquences qu'aurait une concentration allemande au sud de la Moselle et à l'est de la Sarre.

Elle permettrait une attaque sur notre flanc gauche entre le Rhin et la forêt Noire, avec des chances de retraite désastreuses pour nous.

Dans le cas où la direction de nos voies ferrées nous obligerait à former deux masses principales à Metz et à Strasbourg, l'occupation du Palatinat assurait à l'armée allemande la possession d'une ligne d'opération intérieure.

Il s'agissait sans doute alors des grandes routes qui conduisent de Kaiserslautern sur la haute Moselle vers Nancy, par Bitche et Dieuze, ou par Sarreguemines et Château-Salins.

Les Allemands songeaient ainsi à appliquer la manœuvre favorite de Napoléon, quand il avait l'infériorité numérique, mais avec cette différence qu'ici la supériorité de leurs forces était considérable; aussi admettaient-ils l'éventualité d'assaillir, dans ce cas, chacun de nos deux groupes simultanément.

Leur concentration dans le Palatinat avait encore l'avantage de couvrir le Rhin et les pays situés au delà, depuis Bâle jusqu'au milieu de son cours, puis d'empêcher, par l'offensive, notre invasion en Allemagne.

Le Palatinat bavarois était donc indiqué comme la zone de concentration ou la base d'opérations la plus favorable ;

5° Il restait à examiner si la mobilisation respective des forces des deux parties permettait cette combinaison.

Celle des Allemands, complétée par un plan de transport minutieusement préparé assurait le rassemblement de deux corps d'armée, soit 60,000 combattants le treizième jour et de 384,000 le dix-huitième jour (1).

On savait que la nôtre ne pouvait marcher aussi vite. On savait aussi, par des indiscrétions dont la source n'a pas été connue, que l'empereur Napoléon III et le maréchal Niel avaient étudié secrètement le moyen de rassembler 150,000 hommes à Metz le huitième jour. On comptait que, de cette place au Rhin, il y a six marches, et, qu'en arrivant le quatorzième ou le quinzième jour sur ce fleuve, cette armée trouverait devant elle des forces supérieures.

La mobilisation et les moyens de transport des deux armées permettaient donc de choisir le Palatinat comme zone de concentration ;

6° Ces diverses conclusions une fois établies, il ne restait qu'à arrêter le *groupement des forces*.

Ici, le travail était simplifié.

D'abord, en raison des masses rassemblées, il fallait plusieurs armées. Ensuite, il n'y avait qu'à déterminer le rôle assigné à chacune d'elles pour fixer son effectif, et par suite le nombre de corps d'armée qu'elle devait avoir.

Enfin la répartition des corps d'armée devait dépendre des conditions qui les mettaient le plus rapidement en état de combattre.

On a vu précédemment comment fut exécutée cette for-

(1) Suivant l'usage allemand, il ne s'agit que des combattants. En réalité, les Prussiens ont eu, le 18^e jour sur la frontière, 12 corps, plus les Badois et les Wurtembergeois, soit 480,000 hommes.

mation en trois armées, qui devaient au début en avoir une quatrième en réserve et ne pas dépasser chacune l'effectif de 130,000 combattants.

Tel est, dans son ensemble, le projet d'opérations du maréchal de Moltke. Il ne saurait assurément constituer une règle fixe; mais il n'en offre pas moins, dans sa déduction logique, une sorte de modèle type et une précieuse leçon d'expérience. Il a présenté cette particularité, qu'établi en 1868, il s'est déroulé deux ans après, avec une régularité presque mathématique et conforme aux prévisions établies.

Il faut toutefois ne jamais oublier que ces résultats doivent être attribués moins à la perfection du projet d'opérations, qu'à la supériorité des forces, de l'armement d'artillerie, de l'instruction tactique, de la discipline, et enfin à la faiblesse de l'adversaire.

Pour mieux se rendre compte de la portée de ce projet et de la justesse de ces appréciations, il importe de se rappeler les combinaisons adoptées en France à la même époque.

§ 5. — PROJET D'OPÉRATIONS DE L'ARMÉE FRANÇAISE
EN 1870.

Depuis les événements de 1866, on se préoccupait vivement en France des probabilités d'un conflit avec l'Allemagne. Après l'affaire du Luxembourg, ces préoccupations s'étant accentuées, l'Empereur fit établir par le maréchal Niel, ministre de la guerre, un projet de composition d'armées. Ceci se passait en 1868, au moment où l'on préparait à Berlin le mémoire du maréchal de Moltke.

Ce travail, divisé en deux parties, supposait la formation de trois armées et de trois corps de réserve dont les effectifs, la composition et les lieux de rassemblement ont déjà été indiqués.

On comptait avoir ainsi, avec les troupes d'Algérie, 489,978 hommes, 121,218 chevaux, 12,033 voitures.

La préparation de la guerre n'avait pas été au delà de cette simple répartition de troupes dont l'évaluation, du reste, contenait quelques erreurs. Cependant, vers la même époque, un plan de campagne précédé de reconnaissances fut élaboré par le général Frossard, gouverneur du Prince impérial et aide de camp de l'Empereur.

D'après ce plan, « la première question qui se présentait à l'esprit dans l'hypothèse d'une guerre avec l'Allemagne était celle-ci :

*« Que fera l'ennemi au premier moment? Se tiendra-t-il
« sur sa base générale du Rhin, où il est solidement établi,
« et attendra-t-il que la France manifeste ses projets? Ou
« bien, résolu à prendre position dès le début, viendra-t-il
« avec ses corps tout organisés, s'établir sur les bases
« actives et fortifiées qu'il possède devant nos frontières,
« c'est-à-dire devant la basse Alsace et sur le front et le
« flanc de la Lorraine, pour tenter immédiatement l'inva-
« sion de notre pays? »*

*« L'état actuel des esprits dans les armées prussiennes,
« la confiance que leur ont donnée leurs succès de 1866
« et qu'augmente encore la supériorité attribuée à leur
« armement, l'espérance qu'elles auraient de surprendre
« la France au milieu de préparatifs et de mouvements
« incomplets, tout nous porte à penser, disait le général,
« que l'ennemi prendra le second parti et ne nous laissera
« pas l'initiative de l'attaque. »*

Comme conséquence de cet exposé, le mémoire du général traitait particulièrement, dans les termes ci-après, de la défense du pays :

Situation de la frontière de l'Est. — « La partie de nos
« frontières comprise d'une part entre le Rhin et la